














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de mise en propreté et de bio nettoyage
des locaux des hôpitaux du CHU de Martinique**

CHU MARTINIQUE
Hôpital Pierre Zobda Quitman
La Meynard
BP 90632
97261 FORT-DE-FRANCE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de mise en propreté et de bio nettoyage des locaux des hôpitaux du CHU de Martinique
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	5
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Défini par prestation
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.5 - Décomposition du contrat.....	4
1.6 - Type d'accord-cadre.....	4
1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée du contrat	5
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	8
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 - Vérifications	9
12.2 - Décision après vérification	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard.....	9
14.2 – Autres pénalités spécifiques.....	9
15 - Assurances	11
16 - Clause de réexamen	11
17 - Résiliation du contrat.....	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
18 - Règlement des litiges et langues.....	12
19 – Conditions de reprise du personnel.....	13
20 - Dérogations.....	13
21 - Signature	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de mise en propreté et de bio nettoyage des locaux des hôpitaux du CHU de Martinique.

Cet accord-cadre « composite » fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Chaque lot correspond pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre à bons de commande.

Les prestations relevant de la partie "marché ordinaire" sont les suivantes pour tous les lots :

Lots	Prestations relevant de la partie marché ordinaire
01 à 05	Prestations de nettoyage en obligation de résultats et de moyens
Désignation détaillée : Les prestations confiées au titulaire porteront sur les familles suivantes : - A : Famille A "Bureaux Administratifs et assimilés, Bureaux Médicaux", locaux archives, locaux de stockage - B : Famille B "Salle de Soins, Local Linge propre, Sas d'entrée des urgences, Salle de radiologies" - D : Famille D "Sanitaires Publics / Personnel" - H : Famille H "Local Détente (personnel)" - I : Famille I "Local linge sale, Local poubelle" - J : Famille J "Vestiaires ou local du Personnel" - L : Famille L "Offices Alimentaires"	

Les prestations relevant de la partie "accord-cadre à bons de commande" sont les suivantes pour tous les lots :

Lots	Prestations relevant de la partie accord cadre
01 à 05	Prestations Complémentaires

1.5 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Hôpital Pierre Zobda Quitman (PZQ), SAMU, Cuisine centrale, Blanchisserie chambre mortuaire, Internant de médecins et services de soins du centre pénitentiaire de DUCOS (UCSA et USMP)
02	Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant (MFME)
03	Centre Emma Ventura (CEV) et L'Hôpital Albert CLARAC
04	Centre Hospitalier Louis Domergue (CHLD)
05	Locaux annexes

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.6 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre « composite ». Chaque lot constitue un accord-cadre distinct comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- La pièce financière

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Pour la partie « marché ordinaire », l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service, valant ordre de commencer les prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par application :

- de prix forfaitaire(s) pour la partie « marché ordinaire » de chaque lot ;
- de prix unitaires pour la partie « accord-cadre à bons de commande » de chaque lot.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lots	Formule
01 à 05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (010546132 (n) / 010546132 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
01 à 05	010546132	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour la partie « marché ordinaire », des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base de factures établies mensuellement par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois). Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20003452800014

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). La partie « accord-cadre à bons de commande » du contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le CHUM y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par le CHUM.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le CHUM par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire s'engage en faveur d'une composition respectueuse de l'environnement des produits utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché. Pour le respect de cet engagement, le titulaire tient à la disposition du pouvoir adjudicateur durant toute la durée du contrat les éléments attestant de la composition des produits qu'il utilise (fiche technique, tableau de composition ou tout autre élément probant). En cas d'ajout ou de substitution d'un produit en cours d'exécution, le titulaire est soumis au régime suivant :

- Changement de composition ayant des effets équivalents sur l'environnement : déclaration préalable au pouvoir adjudicateur ;
- Changement de composition ayant des effets différents sur l'environnement : autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Sauf à démontrer une impossibilité manifeste (rupture d'approvisionnement, aléa économique majeur, changement du cadre législatif ou réglementaire notamment), le pouvoir adjudicateur conserve en tout état de cause la prérogative d'imposer au titulaire le maintien de la composition d'un produit. Si l'exécution des prestations rendent nécessaire l'utilisation de produits polluants et/ou toxiques qui n'étaient pas initialement prévus au contrat, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur. Lorsqu'une alternative davantage respectueuse de l'environnement existe, le titulaire la présente au pouvoir adjudicateur qui pourra décider d'y recourir, le cas échéant par l'application d'une clause de réexamen.

Durant toute l'exécution du présent contrat, le titulaire devra garantir des produits avec une composition au moins aussi bonne que celle présentée dans l'offre.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 – Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs HT	Précisions
Absence d'autocontrôles mensuels par le titulaire	Forfaitaire	250,00 €	par cas constaté
Non transmission des autocontrôles à l'établissement adhérent	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté

Pénalités	Occurrence	Valeurs HT	Précisions
Travail mal réalisé (noté inférieure à 0,5 dans un local)	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté avec remise en état immédiate du locale
Absence d'autocontrôles mensuels par le titulaire	Forfaitaire	250,00 €	par cas constaté
Absence d'autocontrôles mensuels par le titulaire	Forfaitaire	250,00 €	par cas constaté
Non transmission des autocontrôles à l'établissement adhérent	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Travail non réalisé	Forfaitaire	500,00 €	par cas constaté
Travail mal réalisé (noté inférieure à 0,5 dans un local)	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté avec remise en état immédiate du locale
Défaut d'entretien des locaux vestiaires	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Défaut d'entretien des locaux ménage	Forfaitaire	500,00 €	par cas constaté
Absence du titulaire à une réunion mensuelle de suivi	Forfaitaire	80,00 €	par cas constaté
Absence du personnel d'encadrement qualifié	Forfaitaire	200,00 €	par cas constaté
Absence de remise de documents exigés au début du marché ou pendant l'exécution	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Absence du port du badge des agents du titulaire	Forfaitaire	50,00 €	par cas constaté
Absence d'actualisation de la liste des produits d'entretien autorisés par l'établissement adhérent ou de la liste du personnel titulaire	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Non-respect des conditions vestimentaires des agents de propreté ou absence de tenue ou tenue non-identifiée	Forfaitaire	250,00 €	par cas constaté
Absence de livraison/installation/mise en œuvre des matériels, équipement et produits exigés au marché subséquent	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Non remise de l'attestation d'assurance	Journalière	150,00 €	par jour de retard
Perte d'une clé	Forfaitaire	1,00 €	Coût de remplacement de la clé et de l'organigramme complet
Perte d'un passe	Journalière	1,00 €	Coût de remplacement du passe et de l'organigramme complet par cas constaté (ainsi que des barillets et clés concernés par ce passe)
Perte du badge	Forfaitaire	1,00 €	Coût de remplacement du badge
Prestation non exécutée	Forfaitaire	500,00 €	par cas constaté
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique (définition matériel, produit, outils de contrôle.)	Forfaitaire	750,00 €	par cas constaté
Non-respect du planning des prestations	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Dans le cadre de prestations ponctuelles, non-respect des consignes données par la personne en charge au sein de l'établissement (horaires d'intervention, organisation de la prestation, ...)	Forfaitaire	500,00 €	par cas constaté
Utilisation de produits d'entretien non agréés par l'établissement adhérent ou bénéficiaire	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté

Pénalités	Occurrence	Valeurs HT	Précisions
Utilisation de produits d'entretien non conformes à la législation/règlementation en vigueur ou non étiquetés	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Utilisation d'un équipement ou d'un matériel non autorisé par l'établissement adhérent	Forfaitaire	1 500,00 €	par cas constaté
Non-respect des consignes de sécurité	Forfaitaire	250,00 €	par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou calme des services)	Forfaitaire	1 500,00 €	par cas constaté
Etat d'ivresse	Forfaitaire	2 000,00 €	accompagné du retrait de la personne concernée et obligation d'effectuer son remplacement
Introduction d'un tiers non-autorisé	Forfaitaire	2 000,00 €	accompagné du retrait de la personne concernée et obligation d'effectuer son remplacement
Faute lourde, vol, entrée de personne non-habileté	Forfaitaire	8 000,00 €	par cas constaté
Mauvaise tenue du cahier de liaison	Forfaitaire	150,00 €	par cas constaté
Non-transmission des données relatives au personnel à reprendre	Forfaitaire	250,00 €	par cas constaté
Non-actualisation de la liste du personnel	Forfaitaire	250,00 €	par cas constaté
Défaut de formation du personnel	Forfaitaire	500,00 €	par cas constaté
Refus d'élaborer et/ou de signer le plan de prévention des risques	Forfaitaire	1 000,00 €	par cas constaté
Oubli de clefs sur la porte, porte non fermée à clef	Forfaitaire	1 000,00 €	par cas constaté
Fenêtre laissée ouverte	Forfaitaire	500,00 €	par cas constaté
Absence d'action correctrice à la suite des mails de l'établissement adhérent ou bénéficiaire	Journalière	150,00 €	par jour de retard

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Ainsi, tout au long de la durée d'exécution du contrat, s'il s'avère qu'au regard d'une réorganisation interne, ou au regard de tout autre fait, de nouvelles zones nécessiteraient un nettoyage, il pourra être fait appel au prestataire qui sera affecté par ce changement dans son lot. Celui-ci établira un devis qui sera validé par l'acheteur. Un avenant au contrat devra être signé pour prendre en compte ce changement.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 – Conditions de reprise du personnel

Le titulaire du présent marché s'engage à effectuer les prestations objet du présent marché dans le respect de l'art et de la réglementation spécifique applicable à son secteur d'activité.

Aussi, le titulaire est tenu de reprendre le personnel au titre du contrat en cours au jour du lancement de la consultation, conformément aux dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés en application de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 – IDCC 3043, et notamment son article 7.

A cet effet, le candidat dont l'offre est retenue doit se faire connaître à l'entreprise sortante, titulaire du précédent marché de prestations de nettoyage, dès qu'elle obtient ses coordonnées de la part du pouvoir adjudicateur.

Dès lors, l'entreprise sortante adresse, dans un délai de 8 jours ouvrables, à l'entreprise entrante, les renseignements nécessaires à la reprise du personnel concerné.

Six (6) mois avant le terme du présent marché, le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur les informations relatives au personnel affecté sur les sites concernés par le marché.

Ces informations seront annexées au dossier de consultation du nouveau marché afin de fournir aux candidats les informations requises dans l'hypothèse d'une reprise du personnel.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

21 - Signature

Le ...25.10.2024

Le Directeur du Pôle Finances - Achats

G. MOTREFF

Le Directeur Général
Par déléation,
Le Directeur du pôle
Finances - Achats
GAEL MOTREFF